

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 175
28 septembre 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 21 et 22 septembre

Déclaration du représentant de la tendance « Front Unique » le 21 septembre.

Qui est responsable ?

Il faut dire la vérité : les travailleurs de ce pays sont en passe de subir une défaite sévère. Le projet de loi Sarkozy-Fillon-Worth adopté le 15 septembre par les députés signifie une profonde détérioration des conditions d'existence des salariés et des retraités, et notamment des fonctionnaires dont il met en place la baisse des salaires. Ce vote encourage aussi le gouvernement à aller encore plus loin, notamment dans le domaine de l'assurance-maladie, ce qu'indiquent les nouvelles annonces de déremboursement, mais aussi de flicage accru des arrêts maladie des fonctionnaires.

Et pourtant, ce gouvernement est haï dans tout le pays, tant le caractère réactionnaire de sa politique et sa corruption manifeste dégagent des relents insupportables. On en est à tel point que Sarkozy est vilipendé par la planète entière... sauf par l'intersyndicale dont Woerth, pris la main dans le sac ou dans l'enveloppe, saluait encore à la rentrée « l'élégance ». Et il est en effet saisissant d'entendre à notre Conseil National la secrétaire générale de notre fédération ne rien trouver de mieux à faire que de « *s'inquiéter* » (sic !) du « *discrédit jeté sur les politiques* » par l'affaire Woerth-Bettencourt !

Et pourtant, les travailleurs veulent, c'est clair et net, le retrait pur et simple du projet de loi Sarkozy sur les retraites, ils aspirent dans leur immense majorité à en finir avec cette politique, avec ce gouvernement.

Alors, qui est responsable de cette situation ?

Serait-ce que les travailleurs ne sont pas encore assez nombreux aux journées baptisées par dérision « journées d'action » ? Ou alors serait-ce qu'ils ne « reconduisent » pas d'eux-mêmes de telles journées dont il est parfaitement clair qu'elles ne représentent aucune menace pour Sarkozy et sa bande ?

C'est le contraire qui est vrai. Les responsables d'une telle situation, ce sont les appareils syndicaux, de la CGT, de FO et de la FSU, acoquinés au sein de l'intersyndicale aux sbires de Sarkozy tels Chérèque.

Il suffit de reprendre les faits. Le 2 septembre, Bernard Thibault rassure l'interviewer du journal du grand capital *Les Echos* qui s'inquiète de ce que le 7 septembre tourne à la manifestation « anti-Sarkozy » : « *ce n'est ni l'objet, ni le message* » ! Mais comment faire ravalier à ce dernier son projet de loi, cette « mère de toutes les réformes » (Fillon) sans l'affronter, sans chercher à lui infliger une défaite cinglante ?

Au sein de « l'intersyndicale » menée par Thibault et Chérèque, **le mot d'ordre de retrait du projet a été rejeté.** Pourquoi ? Parce que cette exigence porte en elle la nécessité d'affronter le gouvernement.

Et c'est précisément ce dont aucune direction syndicale ne veut entendre parler, même quand elles marmonnent dans leur coin le mot de « retrait » pour donner le change.

Pourtant, après le 7 septembre, une possibilité existait : aller interdire, en masse, le vote de ce projet, par la force d'une manifestation centrale et nationale devant l'Assemblée UMP.

Cette proposition d'une manifestation centrale à l'Assemblée pour le retrait du projet, nous, Front Unique, l'avons soumise au vote du Bureau National de la FSU le 8 au matin.

Toutes les autres tendances, qui représentent en réalité tous les courants organisés issus du mouvement ouvrier, s'y sont opposés, ou l'ont refusée ! Une voix pour, celle de Front Unique !

Du coup, le 8 l'intersyndicale a accouché d'un texte qui était un ultime feu vert au gouvernement : elle lui indiquait nettement que le 15, les députés pourraient voter tranquilles, sans être menacés. Comble de cynisme, l'intersyndicale (et la direction FO faisait de même de son côté) appelait à je cite « *interpeller les députés dans les circonscriptions* » le 15, alors que les députés siégeaient ce jour là à Paris !

Quant aux suppliques aux parlementaires, dignes de « gentils citoyens », de « bons démocrates », s'étalant dans la presse *via* une lettre commune des membres de l'intersyndicale, les députés UMP y ont apporté une réponse nette en aggravant encore le projet de loi, notamment en soumettant totalement la médecine du travail au bon vouloir du patronat.

Et maintenant on nous propose d'effectuer la même démarche auprès des Sénateurs ?! C'est vraiment se moquer du monde !

Il faut dire ce qui est : c'est une trahison, dont 'l'intersyndicale' est le centre organisateur, à laquelle les travailleurs sont aujourd'hui confrontés.

Elle vient de loin. D'abord ce fut l'affirmation en chœur des directions syndicales qu'il fallait une « réforme » pour faire face aux « *problèmes de financement* ». Mais avez-vous lu la presse cette semaine ? Qu'y trouve-t-on ? Un chèque de 800 millions de l'Etat pour Dassault comme compensation pour l'échec commercial du Rafale, un autre de 500 millions à Vivendi au titre d'un régime fiscal dérogatoire établi par Sarkozy en 2004, un chèque supérieur à 200 millions pour Tapie... Les voleurs agissent au grand jour. Parler de « réforme » des retraites, c'est légitimer leurs larcins, légitimer le détournement de fonds permanent qui vide les caisses !

Puis il y a eu la négociation d'un calendrier partagé avec Sarkozy, à l'Élysée.

Puis la participation à d'incessantes concertations avec ce gouvernement de corrompus, de xénophobes, un « dialogue social » incessant dont les « journées d'action » n'ont été que des instruments, sans parler de ces grèves véritablement préventives convoquées au printemps dans les transports ou le 6 septembre dans l'enseignement. **De bout en bout les travailleurs ont été ligotés et livrés pieds et poings liés au nom de ces « véritables négociations » qui sont l'affirmation de la recherche d'un accord avec Sarkozy.**

Quelle est la racine de cette politique aux résultats désastreux pour la classe ouvrière et tous les exploités ? Il faut le rappeler : c'est la crise du capitalisme qui a amené le gouvernement à précipiter cette « réforme », pour en faire peser le poids sur les travailleurs. C'est aussi la crise qui a précipité la formation de cette pseudo « intersyndicale » de la capitulation. Et, il faut le rappeler, cette « intersyndicale » se plaçait totalement dans le cadre des « *lois du marché* », du capitalisme. Et n'avait comme « exigence » - car elle n'a jamais avancé une seule revendication - que « *le dialogue social* ».

Mais les « lois du marché », on le voit partout en Europe, signifient aujourd'hui la casse de tout ce qui demeure en matière d'acquis collectifs ! Ce capitalisme nécrosé, en crise, voue des millions de jeunes à l'angoisse du chômage, entraîne l'humanité dans la barbarie, c'est la racine du mal auquel partout se résignent ouvertement les dirigeants syndicaux.

Et le « dialogue social », tout le montre, c'est l'accompagnement par les sommets syndicaux des contre-réformes qui pleuvent d'un bout à l'autre du Continent. Le tout sous les applaudissements des capitalistes: voici qu'Alain Minc, conseiller de Sarkozy, félicite sur LCI les dirigeants syndicaux pour être « *admirablement responsables* » et qu'ils évitent « l'affrontement » ! Quelle honte ce devrait être pour d'authentiques dirigeants syndicaux que de tels éloges !

Alors les travailleurs doivent tirer d'urgence les leçons d'une telle situation. Ils ont et auront à s'organiser pour imposer, sur le cadavre de « l'intersyndicale » des gardes du corps de Sarkozy, la constitution d'un véritable front uni des organisations syndicales issues du mouvement ouvrier, pour le retrait des « réformes » Sarkozy, ce qui implique la rupture avec le « « dialogue social » ».

Il s'agit de se réapproprier les syndicats qui appartiennent aux travailleurs, de s'armer pour ne plus être ligotés, ballotés, être les jouets des combines de sommet. C'est possible. C'est nécessaire pour en finir avec ce gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy. C'est ce à quoi nous appelons.

Intervention Olivier Lestang : Présentation de la motion sur la « conférence nationale des rythmes scolaires »

Ce matin, dans le *parisien*, Chérèque réaffirme sa confiance en Sarkozy en expliquant que le but des initiatives à venir de l'intersyndicale est d'obtenir « de nouvelles ouvertures du gouvernement ». De « nouvelles ouvertures » ? Est-ce une référence à « l'ouverture » en grand de la médecine du travail aux desiderata du Medef ?

C'est cela qui donne le cap unique qui relie les différentes propositions faites dans ce Conseil National : manifestation un week-end, nouvelle journée d'action... que certaines mouches du coche proposent de « reconduire »... mais conduire vers où ? On balade les travailleurs, et en attendant, le gouvernement continue et prépare, lui, déjà, la suite.

De ce point de vue, il y a une question sur laquelle le Cdfn ne peut pas ne pas se prononcer : les travaux de la conférence nationale sur les rythmes scolaires viennent de débiter le 15 septembre. Elle ouvre un chantier de concertations, au niveau national, dans les académies, lesquelles doivent déboucher sur des propositions applicables dès la rentrée 2011. Or la lettre de mission de Chatel aux présidents de cette conférence nationale est sans ambiguïté : il y a, dit-il, trop d'heures de cours, et de l'autre pas assez de jours de classes.

Les personnels savent d'expérience que les « concertations », « grands débats » et compagnie, ne servent qu'à cautionner la mise en œuvre de mesures déjà décidées, dictées par les exigences du capitalisme.

En l'espèce : la déqualification du niveau de l'enseignement, la dégradation des conditions de travail des personnels, mais aussi la marche à la privatisation de l'école via l'ouverture sur les nouveaux temps sans cours, sans instruction, à des partenaires de tout poil.

Alors, la première des choses à faire pour faire face à cette nouvelle offensive centrale qui se dessine contre toutes les catégories, c'est de refuser de la cautionner et de s'y associer, et d'appeler à son boycott. C'est le sens de la proposition de motion que nous déposons aujourd'hui.

Motion Front unique : Pour le boycott de la « conférence nationale sur les rythmes scolaires »

La conférence nationale sur les rythmes scolaires a officiellement ouvert ses travaux le 15 septembre, pour une première phase de concertations en tout genre. Les personnels ont une longue expérience des « grands débats » et autres dans lesquels, toujours, les discussions ont servi à cautionner des mesures décidées à l'avance par les gouvernements.

Aucune illusion ne peut exister quant aux intentions du gouvernement lorsqu'il ouvre ce « chantier ».

En l'espèce, la lettre de mission de Luc Chatel fixe un cap clair : diminuer le nombre d'heures de cours, et diminuer les vacances scolaires. Dégradation de la qualité de l'enseignement, dégradation des conditions de travail des personnels, recours accru à une espèce de sous-traitance (collectivités locales ou privé), voilà donc le menu. Une nouvelle fois l'axiome Sarkozy s'applique : « les réformes sont le moyen de supprimer des postes ».

Aucune caution ne doit être apportée, sous couvert de « débat » sur les « rythmes », à cette offensive d'envergure qui s'annonce (avec application dès la rentrée 2011).

La FSU, ses syndicats, doivent refuser toute participation à cette opération d'enfumage que sont les « débats » qui débutent en ce mois de septembre, et appeler les personnels à ne pas y participer.

Pour 9 Contre 103 Abstentions 12 NPPV 22

Intervention Olivier Rougerie : Présentation de la motion en défense des travailleurs immigrés.

Le gouvernement Sarkozy Hortefeux Besson a accéléré cet été son offensive contre les travailleurs immigrés. Offensive d'une ampleur inégalée depuis le gouvernement de Vichy. Ce gouvernement corrompu, est aussi un gouvernement ultra réactionnaire rappelant les « glorieuses » heures de l'Etat français, particulièrement à travers rafles dont sont victimes les Roms. La circulaire du 5 août ne peut que rappeler le statut des Juifs d'octobre 40. Ce seul aspect de la politique du gouvernement devrait nous interdire de discuter avec le gouvernement, sur toutes les autres questions ! C'est comme tel que ce gouvernement doit être qualifié ! Le gouvernement se félicite même de battre des records d'expulsions (14000 pour le seul 1^{er} trimestre 2010).

Faut-il mettre en rapport ce sinistre bilan avec l'accord passé entre le ministre et la direction de la CGT sur la régularisation « au cas par cas » des sans papiers : un camarade faisait remarquer qu'on arrivait à 0,6% de régularisé sur Paris ! Il convient de dénoncer cet accord tout comme « l'approche commune » avec les organisations patronales que la FSU a signés au printemps dernier.

Le projet de loi Besson sur l'immigration qui doit être débattu à l'AN à partir du 28 09 doit permettre d'expulser encore davantage de travailleurs immigrés. Il prévoit par ailleurs de protéger les patrons de « bonne foi » qui emploieraient des sans papiers à leur insu ... ! Le texte prévoit également de durcir les dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française La dénaturalisation sera étendue, après le vote de la loi, à ceux qui, dans un délai de 10 ans après l'accession à la nationalité, portent atteinte « à la vie d'un dépositaire d'une autorité publique, en particulier les policiers et les gendarmes ». Il n'y a pas dans le texte de points positifs pour les travailleurs immigrés, à l'inverse de ce que dit le texte action proposé par la direction qui « se félicite des avancées obtenues en juin ». Quelles sont ces avancées pour les sans papiers ? Se déclarer et obtenir un billet aller simple ? !

Quelle a été la réaction syndicale ? L'appel à la journée du 4 septembre ! En référence à la naissance de la III^{ème} République, celle qui massacra quelques mois plus tard les Communards ! Cet appel s'est fait sur le terrain de la pure compassion main dans la main avec les évêques, sans que le gouvernement ne soit mis une seule seconde en danger. Pire, l'appel ne se prononce même pas pour les exigences fondamentales que sont :

- le retrait du projet de loi Besson
- l'arrêt immédiat des expulsions !

Ce sont ces exigences que notre fédération doit avancer pour la défense des travailleurs immigrés et de leur famille. Leur défense ne peut passer que par un affrontement avec le gouvernement.

C'est dans ce sens que le courant FU propose au CDFN de reprendre la motion votée à l'unanimité lors de la dernière CA du Snes de l'académie de Clermont Ferrand.

MOTION CONTRE LA RÉPRESSION DES IMMIGRES.

Le CDFN de la FSU reprend à son compte la motion unanime de la CA du SNES de Clermont-Fd :

Il se prononce pour le retrait du projet de loi sur la déchéance de nationalité et contre les expulsions du gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux-Besson.

Le bilan de l'accord passé par les organisations syndicales avec Besson se solde par une régularisation au compte-goutte (un certain nombre de travailleurs qui se croyaient protégés par cet accord ont même été expulsés), tandis que les expulsions continuent dans des proportions jamais atteintes. Il convient donc de dénoncer l'accord.

La responsabilité des organisations syndicales est d'empêcher que les immigrés ne soient livrés aux expulsions et donc dans l'unité des organisations syndicales concernées (transports etc.) d'empêcher pratiquement les expulsions.

Le Cdfn mandate le Bdfn pour chercher à réaliser le front unique des organisations syndicales sur cette position.

Pour : 5 Contre: 98 Abstentions: 14 NPPV: 24

Intervention de Marie Claire Saint Lager : Présentation de la motion agenda social.

Pour combattre les « réformes » du gouvernement : rupture du dialogue social

Non à la participation à l' « agenda social » de Sarkozy-Tron le 24 septembre

Il est un fait : le gouvernement ne perd pas son temps. Le 15 septembre à 15h53, à l'heure dite, il remportait une victoire en faisant voter son projet de « réforme » contre les retraites par l'Assemblée Nationale, et déjà une déferlante d'attaques se profile.

Ainsi, nous avons appris hier à la commission du CDFN « situation du personnel » que dès vendredi 24 septembre, les organisations syndicales de la fonction publique étaient convoquées par G. Tron pour une réunion de son « agenda social » qui doit comporter 5 groupes de travail.

La « fiche » du ministère pour le premier groupe, portant sur les « agents non-titulaires », donne le ton. Elle commence par vanter les « bienfaits » de la loi de mobilité, loi qui, il faut le Ce document se conclut sur la « nécessité » d'instaurer un nouveau contrat encore plus précaire que ceux existant : les contrats de projet. Ces contrats, « à termes incertains », pourront être interrompus à tout moment selon les besoins d'un « projet » autrement dit soumis à l'arbitraire le plus total.

Déjà la précarité fait des ravages dans la fonction publique, c'est actuellement le sort de plus de 30% des salariés au CNRS.

Mais cela ne suffit pas au gouvernement dont toute la politique se concentre sur l'objectif de nous faire payer le prix de la crise du capitalisme, de leur crise.

Pour le gouvernement il faut demander toujours plus aux travailleurs.

Et la perspective, on la voit par exemple en Grande Bretagne où le gouvernement Cameron a annoncé son intention de supprimer 600 000 postes dans la fonction publique anglaise !

Pour parvenir à ses fins le gouvernement poursuit une stratégie qui lui a si bien réussi jusque là : le dialogue social ; stratégie que les travailleurs paient au prix fort avec la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail, avec la destruction de pans entiers de leurs acquis sociaux.

La direction de la FSU a annoncé son intention de se rendre à la convocation de G. Tron le 24 septembre. Cela donne tout son sens à son appel à la journée du 23 septembre.

Rappelons que c'est le 8 septembre que l'Intersyndicale a fixée cette date du 23, soit 8 jours après le vote de la loi contre les retraites à l'Assemblée Nationale programmé pour le 15, Sautant à pied joint sur cette échéance capitale, laissant au gouvernement les mains libres ce jour là, cette décision est une véritable trahison des travailleurs, de tous ceux qui avait manifesté par millions la veille contre cette « réforme » du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth et qui aspirent à en finir avec sa politique.

Se rendre à la convocation de G. Tron le 24 septembre, c'est poursuivre sur cette ligne de la collaboration avec le gouvernement, d'asservissement à la politique du pouvoir et de ses larbins comme Chérèque.

Aller au 24, c'est entériner la défaite des travailleurs sur la « réformes » des retraites et donner le feu vert au gouvernement pour toutes les nouvelles attaques qui arrivent.

Motion Agenda Social

Le 24 septembre, le ministre de la fonction publique G. Tron, a convoqué les organisations syndicales au 1^{er} des 5 groupes de travail de son « agenda social ». A l'ordre du jour de l'application de la loi de mobilité et l'instauration de contrat encore plus précaires que ceux existants : les contrats par projets.

Le CDFN décide que la FSU ne se rendra pas à la convocation du ministre le 24 septembre et elle mandate le bureau national pour appeler les autres organisations syndicales de la Fonction publique à faire de même.

Pour: 9 Contre: 101 Abstentions: 5 NPPV: 26

ELECTIONS DANS LE SNUIPP

**VOTEZ
FAITES VOTER
FRONT UNIQUE**

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com